

STRATEGIE

2025-2030



**Nature & Communautés
Résilientes 2030**

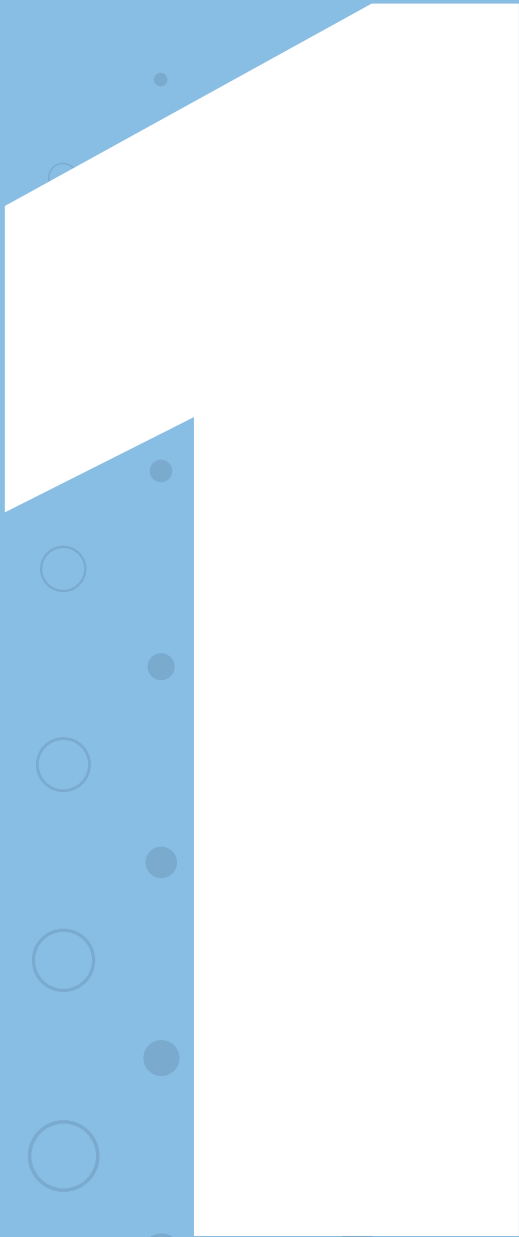


SOMMAIRE

1. Evaluation du plan stratégique 2020-2025	6	3. Piliers du plan stratégique	18
• Niveau de mise en oeuvre	7	• Résilience	19
• Performance du plan stratégique	8	De la gestion durable des écosystèmes à la résilience climatique des communautés urbaines et rurales	
• Eco-Benin - 25 ans d'impacts	9	• Ecotourisme	21
2. Nature & Communautés résilientes 2030	10	De déploiement d'expertises techniques au développement d'un écotourisme durable	
• Contexte national	11	• Métiers verts	22
• Défis	13	Du renforcement de capacités à des revenus durables	
• Opportunités	14	• Autonomie	23
• Atouts & contraintes	15	De la gouvernance interne renforcée au rayonnement institutionnel	
• Mission, vision et théorie de changement	16	4. Cadre de mise en oeuvre	24
• Valeurs	17	• Principes	25
		• Budget prévisionnel	26



Evaluation du plan stratégique 2020-2025



Niveau de mise en oeuvre

Le plan stratégique 2020-2025 d'Eco-Benin était structuré en 4 objectifs stratégiques.

L'analyse du niveau de mise en oeuvre du plan révèle que l'objectif stratégique 1, consacré à la protection de l'environnement et à la lutte contre les changements climatiques, a atteint un niveau d'exécution nettement supérieur aux autres. Environ 45 % des actions qui s'y rattachent ont été mises en œuvre, traduisant un alignement clair entre les priorités d'intervention d'Eco-Benin et son cœur de métier historique. Ce résultat témoigne d'une bonne structuration opérationnelle, d'une capacité d'exécution éprouvée et d'un ancrage thématique bien établi autour des enjeux de conservation de la biodiversité et de lutte contre les changements climatiques.

L'objectif stratégique 2, relatif à la formation, à l'insertion et à la promotion du capital humain, présente un profil intermédiaire. Les actions y sont réparties de manière assez homogène. Ce positionnement traduit une dynamique partielle, marquée par la mise en place de certains dispositifs phares tels que le Centre Nonvignon, mais aussi par la non-opérationnalisation de leviers clés comme les incubateurs, la certification ou la structuration d'ateliers techniques. L'objectif apparaît comme en transition, avec des fondations posées, mais encore incomplètes au regard des ambitions du plan.

L'objectif stratégique 3, qui porte sur le développement d'une production responsable et la valorisation de l'écotourisme, est celui qui enregistre la plus forte proportion d'actions faiblement mises en œuvre. Plus des deux tiers des actions prévues dans cet axe n'ont pas été engagées ou sont restées embryonnaires. Cela dénote un déséquilibre programmatique dans le déploiement du plan, avec un retard évident dans l'opérationnalisation des chaînes de valeur agricoles, la structuration des marchés locaux ou la digitalisation des exploitations. L'écotourisme, bien

que partiellement soutenu, n'a pas été adossé à une stratégie suffisamment intégrée.

L'objectif stratégique 4, centré sur le renforcement institutionnel et organisationnel d'Eco-Benin, affiche les taux d'exécution les plus faibles. La quasi-totalité des actions y est faiblement ou moyennement mise en œuvre. Cela révèle une fragilité dans les fonctions internes de pilotage, de capitalisation, de mobilisation de ressources, de gouvernance de la ressources humaines et de structuration des outils managériaux. Si certaines bases ont été jetées (notamment autour du suivi-évaluation et de la structuration des pôles techniques), elles restent insuffisamment consolidées pour soutenir durablement les ambitions stratégiques de l'organisation.

L'interprétation d'ensemble met ainsi en lumière un déséquilibre structurel dans la mise en œuvre du plan stratégique, avec une concentration des efforts sur les enjeux environnementaux, au détriment des volets institutionnels et économiques.



Performance du plan stratégique



L'analyse de la performance d'Eco-Benin sur la période 2020–2025, au regard des quatre objectifs stratégiques du plan, met en évidence des avancées importantes, mais aussi des déséquilibres structurels qui appellent des ajustements majeurs pour la période 2025–2030.

Le premier objectif stratégique, relatif à la protection du cadre de vie et à l'amélioration des services écosystémiques, présente différents résultats. La superficie conservée ou placée sous gestion atteint 10 420 hectares sur une cible de 20 000 hectares, soit 52 % de réalisation. La séquestration carbone suit la même tendance, avec 31 260 tCO₂e pour un objectif de 60 000 tCO₂e. La création d'emplois liés à la biodiversité est plus avancée, avec 3 489 emplois sur 4 000 prévus (87 %). En revanche, la diffusion des foyers améliorés constitue un succès notable, avec 123 644 tCO₂e évitées pour une cible de 100 000, soit 125 % de réalisation.

À l'inverse, les résultats liés à l'agriculture intelligente face au climat sont très en deçà des attentes. Seuls 27 hectares ont été mis en œuvre sur une cible de 15 000 hectares, et 1 167 producteurs ont été accompagnés sur les 10 000 prévus. Ces faibles performances quantitatives contrastent toutefois avec des résultats qualitatifs encourageants, notamment la réduction de la criminalité faunique, l'amélioration du couvert végétal et une perception globalement positive de la biodiversité. Ces éléments traduisent une efficacité des actions pilotes, mais une difficulté persistante à passer à l'échelle.

Le deuxième objectif stratégique, centré sur la formation et l'égalité des chances, constitue l'un

des points forts du plan. Eco-Benin a créé 1 093 emplois durables pour une cible initiale de 400, soit 273 % de réalisation. Cette surperformance confirme la capacité de l'organisation à générer des impacts socio-économiques significatifs, en particulier au bénéfice des jeunes et des femmes.

Le troisième objectif, visant l'amélioration durable des revenus à travers l'écotourisme et la production responsable, affiche une dynamique contrastée. Six sites écotouristiques rentables sont opérationnels sur une cible de quinze (40 %). En revanche, la fréquentation dépasse largement les attentes, avec 5 409 visiteurs annuels pour un objectif de 2 000. Les Centres d'Accueil et de Démonstration Intégrés ont été créés conformément aux prévisions. Toutefois, l'absence de connexion effective des exploitants aux marchés constitue un frein majeur à l'impact économique structurel.

Le quatrième objectif, relatif au positionnement institutionnel, révèle les faiblesses les plus marquées. Bien que 829 millions FCFA aient été mobilisés sur un objectif d'un milliard (83 %), aucun jalon institutionnel structurant n'a été atteint. Le système de suivi-évaluation mis en place demande des améliorations programmées pour le prochain plan quinquennal mais a déjà permis durant ces 5 dernières années de structurer la collecte des données et leur analyse sur plusieurs années.

En synthèse, Eco-Benin affiche des résultats pertinents en matière d'emplois, d'écotourisme et d'innovations climatiques, mais doit renforcer sa capacité de mise à l'échelle et son positionnement institutionnel pour garantir sa durabilité à long terme.

Eco-Benin - 25 ans d'impact

Depuis sa création, Eco-Benin s'est progressivement affirmée comme une organisation pionnière, passant de la promotion de l'écotourisme à un engagement plus large pour l'écodéveloppement. Après plus de 25 ans d'actions continues, l'ONG intervient aujourd'hui dans 230 localités, couvrant 30 communes et 7 départements du Bénin, avec une empreinte significative tant sur le plan environnemental que socio-économique.

Dans le domaine de l'écotourisme communautaire, Eco-Benin a mis en place plus de 30 circuits écotouristiques autogérés par les communautés locales dans 12 communes (Bopa, Comé, Grand-Popo, Abomey-Calavi, Bantè, Copargo, Boukombé, Tanguéta, Banikoara, Kandi, Karimama et Ouidah). Ces circuits accueillent chaque année plus de 2 200 écotouristes, génèrent plus de 1 500 emplois directs et indirects et contribuent à renforcer la gouvernance locale des territoires.

Sur le plan énergétique, l'ONG a diffusé à grande échelle plus de 22 000 foyers améliorés Wanrou, une innovation développée et construite avec les communautés rurales. Cette initiative a permis de réduire la déforestation, d'améliorer la santé des ménages en diminuant l'exposition à la fumée, et de réaliser des économies de bois. Grâce à un mécanisme de financement carbone, 4 Voluntary Project Activities (VPA) ont déjà été validées par le Gold Standard, bénéficiant à plus de 11 000 ménages ruraux. Ces actions contribuent à la préservation de 102 858 hectares de forêts et savanes et à l'évitement de l'émission de plus de 123 644 tCO₂e par an.

En matière de conservation, Eco-Benin a accompagné la création de deux Aires Communautaires de Conservation de la Biodiversité (ACCB) couvrant 10 420 hectares dans des écosystèmes côtiers fortement menacés. Ces aires contribuent au stockage annuel de plus de 30 000 tonnes de CO₂, tout en diversifiant le réseau d'aires protégées du

Bénin. Elles protègent durablement les écosystèmes fluvio-marins, côtiers et de mangroves, et ont permis de restaurer plus de 500 hectares de mangroves dans le complexe RAMSAR 1017. Ces ACCB structurent également les efforts de lutte contre la pêche illégale, avec l'organisation de plus de six patrouilles conjointes par an dans la Zone Économique Exclusive, ainsi que des plaidoyers réussis pour renforcer le cadre législatif du secteur halieutique.

L'organisation a aussi contribué à l'autonomisation économique des communautés à travers la promotion de plus de 100 Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), regroupant plus de 4 000 femmes qui épargnent chaque année plus de 50 millions FCFA. Ces ressources servent à financer de petits crédits pour soutenir les activités génératrices de revenus, les dépenses liées à la résilience, et des infrastructures locales prioritaires, tout en renforçant la solidarité communautaire.

Dans le domaine du renforcement du capital humain, Eco-Benin a initié et a soutenu le fonctionnement des Centres Nonvignon et Obenkoo ainsi que de la Ferme Nonvignon, qui offrent des formations techniques et pratiques aux jeunes déscolarisés et aux femmes. Plus de 1 500 jeunes et femmes y ont été formés aux métiers verts et durables, avec un accompagnement en coaching vers l'insertion professionnelle dans l'économie formelle.

Enfin, Eco-Benin a lancé des initiatives en faveur de l'économie circulaire et de l'agroécologie comme réponse à la double crise des déchets et du changement climatique. Ces actions, qui bénéficient déjà à plus de 800 agriculteurs, visent à promouvoir le compostage, encourager une consommation responsable, et favoriser une production agricole résiliente et respectueuse de l'environnement.

Nature & Communautés résilientes -2030

Contexte national



Le Bénin se trouve aujourd’hui à l’intersection de défis majeurs liés au changement climatique, à l’érosion accélérée de la biodiversité et aux enjeux de développement humain. Cette situation s’inscrit dans un contexte mondial marqué par une triple crise écologique – climatique, biologique et écosystémique – dont l’Afrique de l’Ouest est l’une des régions les plus exposées. Bien que le Bénin ne contribue qu’à environ 0,05 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, il figure parmi les pays les plus vulnérables aux impacts du réchauffement climatique, illustrant un déséquilibre structurel entre responsabilité climatique et exposition aux risques.

Selon les projections climatiques, dans un scénario de réchauffement global de +2,7 °C à l’horizon 2070, près de 98 % du territoire béninois serait exposé à des températures extrêmes. Cette exposition généralisée placerait le pays parmi les plus vulnérables au monde en proportion de superficie affectée. En l’absence de mesures d’adaptation ambitieuses, les pertes économiques pourraient atteindre jusqu’à 19 % du PIB d’ici 2050, sous l’effet cumulé de l’érosion côtière, de la dégradation des terres, des inondations récurrentes et de la variabilité accrue des précipitations. À elles seules, l’érosion côtière et la dégradation des terres engendrent déjà des pertes annuelles estimées respectivement à 229 millions USD et 490 millions USD, soit près de 3 % du PIB chaque année.

Cette vulnérabilité est renforcée par la structure même de l’économie béninoise, fortement

dépendante des ressources naturelles. L’agriculture représente environ 32 % du PIB et emploie près de 70 % de la population active. Or, ce secteur est particulièrement sensible aux aléas climatiques et à la dégradation des écosystèmes. À l’horizon 2050, dans un scénario climatique moyen chaud et sec, les rendements agricoles pourraient diminuer de 16 %, compromettant la sécurité alimentaire, les revenus ruraux et la stabilité socio-économique.

Face à ces défis, le renforcement de la résilience climatique des communautés locales apparaît comme une priorité stratégique. Cela implique une transformation profonde des systèmes agricoles, fondée sur la diversification des productions, la diffusion de pratiques agroécologiques, l’intégration de l’agroforesterie et une meilleure gestion des ressources en eau. Parallèlement, l’inversion de la dynamique de déforestation devient indispensable pour préserver les services écosystémiques essentiels tels que la régulation hydrologique, la fertilité des sols et la séquestration du carbone.

Entre 2001 et 2024, le Bénin a perdu environ 47 900 hectares de formations végétales naturelles, soit près de 28 % de son couvert végétal de l’an 2000. Cette perte équivaut à environ 20,8 millions de tonnes d’émissions de CO₂e et entraîne une fragmentation critique des écosystèmes, une érosion rapide de la biodiversité et une dégradation irréversible de l’intégrité écologique des paysages.



Les principaux moteurs de cette dynamique sont l'expansion agricole non maîtrisée, les pratiques de culture sur brûlis, l'exploitation non durable des ressources biologiques (bois énergie, chasse, exploitation forestière), ainsi que la pression démographique et urbaine croissante.

Dans ce contexte, l'alignement du Bénin sur les cadres internationaux constitue une exigence stratégique. Le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, adopté en 2022, fixe notamment l'objectif de protéger au moins 30 % des terres et des eaux d'ici 2030. Pour le Bénin, cela suppose non seulement le renforcement de la gestion des aires protégées existantes, mais aussi la mise en place de mécanismes innovants pour préserver les forêts et écosystèmes hors zones protégées, qui jouent un rôle clé dans la continuité écologique et les moyens d'existence locaux.

Le tourisme constitue un autre levier stratégique du développement national. Deuxième source de recettes en devises après le coton, il a généré environ 241 millions USD en 2019, représentant près de la moitié des exportations de services du pays. Le Bénin dispose d'atouts comparatifs importants, notamment sa stabilité politique relative, sa position géographique stratégique et la richesse de son patrimoine naturel et culturel. Toutefois, malgré ce potentiel, la durabilité environnementale et la résilience climatique restent insuffisamment intégrées dans le développement touristique, en particulier en dehors des aires protégées.

Les effets du changement climatique accentuent cette vulnérabilité du secteur touristique, exposé à l'érosion côtière, à la dégradation des écosystèmes forestiers

et fauniques, ainsi qu'à l'irrégularité croissante des saisons. Dans ce contexte, le développement d'un écotourisme durable et communautaire apparaît comme une opportunité majeure pour concilier création d'emplois, diversification économique et conservation de la biodiversité.

Par ailleurs, le Bénin présente un profil démographique très jeune, avec plus de 65 % de la population âgée de moins de 25 ans. Chaque année, plus de 106 000 jeunes arrivent sur le marché du travail, alors que le secteur formel peine à absorber cette main-d'œuvre. Cette pression constitue un défi majeur, mais aussi une opportunité stratégique pour accélérer la transition vers une économie verte. Les secteurs de l'agroécologie, de l'écotourisme, de l'économie circulaire, de l'écoconstruction et des énergies renouvelables offrent un potentiel élevé de création d'emplois durables. À l'échelle régionale, la transition verte pourrait générer jusqu'à 2,5 millions d'emplois supplémentaires d'ici 2030, à condition d'adapter les systèmes de formation aux besoins du marché.

Enfin, le contexte institutionnel et organisationnel des ONG, dont Eco-Benin, évolue rapidement. La contraction des financements internationaux, notamment européens, accroît la concurrence pour les ressources et impose un renforcement de l'ancrage national, régional et continental. Dans le même temps, les exigences en matière de transparence, de redevabilité et de professionnalisation se renforcent. Pour rester crédible et influente, Eco-Benin doit consolider sa gouvernance, renforcer son capital humain et démontrer la traçabilité et l'impact réel de ses interventions, dans un environnement de plus en plus exigeant.

Défis

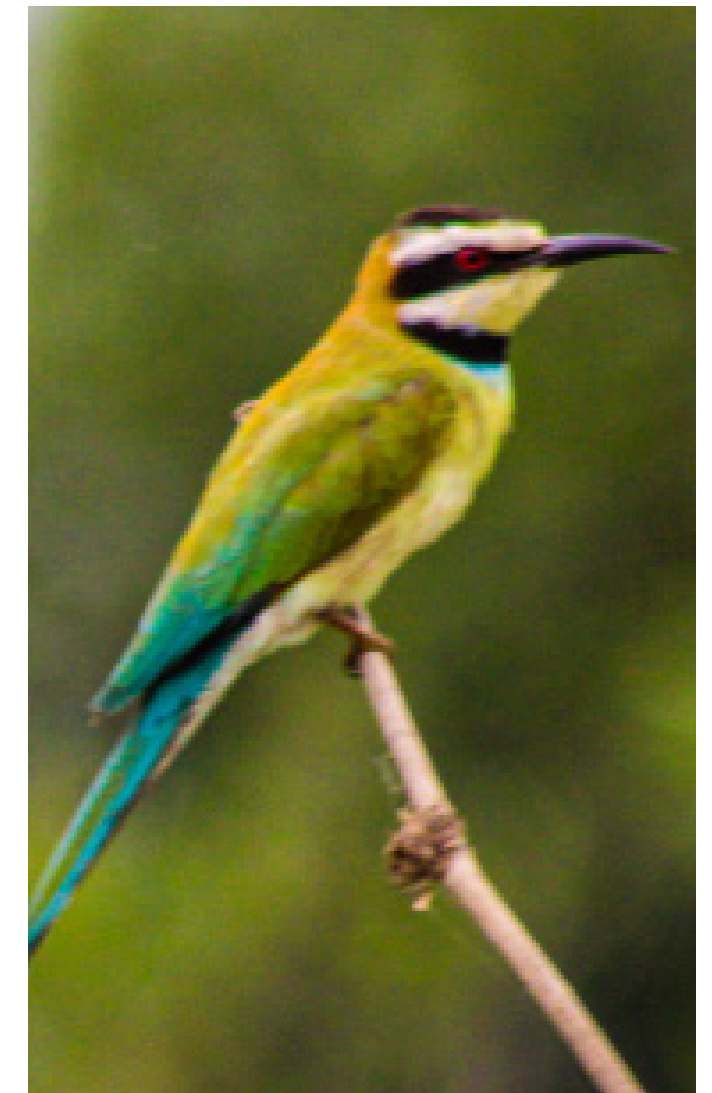
Le premier défi réside dans la vulnérabilité extrême du Bénin face aux impacts du changement climatique et de la dégradation des écosystèmes. L'exposition du pays à l'érosion côtière, à la perte accélérée de couvert végétal, à la baisse des rendements agricoles et à la variabilité pluviométrique. Ces phénomènes affectent directement les moyens de subsistance des populations rurales, mais aussi la résilience des espaces urbains. La baisse des rendements met directement en péril la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations. Les villes béninoises, en forte croissance démographique, sont particulièrement exposées aux vagues de chaleur qui accroissent les risques sanitaires et augmentent la demande en énergie fossile. À cela s'ajoute la forte dépendance de l'économie nationale à l'agriculture et au tourisme, deux secteurs particulièrement sensibles aux chocs climatiques et environnementaux.

Un deuxième défi est lié à la dynamique démographique. Avec une population jeune en forte croissance, le pays doit absorber chaque année un afflux important de nouveaux entrants sur le marché du travail. L'incapacité du secteur formel à créer suffisamment d'emplois accentue les risques de précarité et de marginalisation sociale, constituant un facteur de vulnérabilité pour la stabilité économique, sociale, la résilience face au changement climatique et un facteur de surexploitation des ressources naturelles.

Un troisième défi majeur réside dans l'expansion du terrorisme et de l'extrémisme violent dans la partie septentrionale du Bénin, qui constituent des piliers stratégiques pour l'écotourisme, la protection de la biodiversité (notamment dans la zone des parcs nationaux (Pendjari, W, etc.)) et le développement de l'agriculture durable. Cette insécurité croissante menace non seulement les populations locales et leurs activités économiques, mais également les investissements dans la conservation et les initiatives

écotouristiques, limitant ainsi le potentiel de croissance verte de la région.

Au niveau institutionnel, la contraction progressive des financements internationaux, liée aux priorités internes des partenaires traditionnels, accentue la concurrence pour l'accès aux ressources. Cette tendance appelle à une créativité et innovation permanente, une diversification des sources de financement et à un ancrage plus fort dans les mécanismes régionaux et nationaux.



Opportunités

Le Bénin bénéficie d'un potentiel naturel et culturel exceptionnel, qui, s'il est géré durablement, peut positionner le pays comme un modèle en matière d'écotourisme et de valorisation des services écosystémiques. Le développement d'un écotourisme communautaire, adossé aux aires protégées et aux patrimoines locaux, représente un levier de croissance inclusive, générateur d'emplois et de revenus alternatifs, en particulier pour les jeunes et les femmes.

La transition vers une économie verte constitue également un vecteur de transformation. L'écotourisme, l'hospitalité durable, l'agroécologie, la gestion durable des ressources forestières, l'économie circulaire et l'écoconstruction offrent des perspectives solides pour créer des emplois verts, renforcer la résilience des communautés et réduire la dépendance aux pratiques extractives et intensives. La jeunesse béninoise, dynamique et nombreuse, représente ici un atout stratégique si elle bénéficie d'une formation adaptée aux nouveaux métiers de la durabilité.



Par ailleurs, l'alignement du Bénin sur les agendas internationaux — notamment le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal et les objectifs de l'Accord de Paris — crée une fenêtre d'opportunité pour mobiliser des partenariats techniques et financiers, accroître la visibilité d'Eco-Benin et renforcer son rôle en tant qu'acteur clé de la transition écologique et solidaire dans le pays.

Enfin la mise en place récente d'Eco-Benin International en France constitue une avancée majeure pour l'organisation, ouvrant de nouvelles perspectives en matière de mobilisation de financements internationaux, de rayonnement institutionnel et de partenariats stratégiques. Elle permet à Eco-Benin de se positionner davantage dans les espaces de plaidoyer mondiaux et de créer des passerelles pour la transposition de ses initiatives phares — écotourisme, écodéveloppement — vers d'autres régions d'Afrique et du monde, renforçant ainsi son rôle de pionnier dans l'innovation socio-environnementale.



Atouts & contraintes

L'analyse FFOM d'Eco-Benin révèle un positionnement stratégique marqué par une solide expertise en écotourisme communautaire et en conservation (biodiversité et climat), appuyée par la confiance des partenaires et un capital humain engagé. Ces atouts constituent un levier pour tirer parti des opportunités offertes par les engagements internationaux en matière de climat et de biodiversité et la demande croissante en métiers verts portée par la jeunesse béninoise. Toutefois, la forte dépendance aux financements extérieurs, la nécessité de réajuster la ressource humaine et l'ancrage institutionnel demeurent des fragilités qui pourraient limiter la capacité d'Eco-Benin à saisir pleinement ces

opportunités. Dans le même temps, l'organisation doit composer avec un environnement de plus en plus instable, l'accélération des impacts climatiques, la vulnérabilité croissante des villes, la contraction potentielle de l'aide européenne et l'insécurité régionale constituent autant de menaces directes pour ses interventions. Le défi stratégique consistera donc à transformer ses forces en moteurs d'innovation et d'influence, tout en comblant ses faiblesses organisationnelles pour mieux résister aux chocs externes.

Forces • Expertise reconnue en écotourisme communautaire et conservation. • Crédibilité institutionnelle et confiance des bailleurs. • Capital humain engagé, culture organisationnelle forte. • Bonne visibilité nationale et internationale.	Faiblesses • Forte dépendance aux financements extérieurs. • Structuration intermédiaire de la Ressource Humaine. • Ancrage institutionnel national partiel. • Expertise technique à renforcer dans certains domaines émergents (finance climat, planification urbaine résiliente, économie circulaire, paiement de service écosystémique, solutions basées sur la nature). • Nécessité de recruter plus de personnel.
Opportunités • Potentiel économique et social élevé de l'écotourisme durable • Jeunesse nombreuse avec une forte demande en formations et emplois verts • Programmes régionaux de la CEDEAO favorables à l'environnement et à la résilience • Décentralisation offrant aux communes un rôle accru dans la gestion écotouristique • Reconnaissance du rôle des OSC dans la gestion des forêts et sites naturels • Diversification progressive des sources de financement international	Menaces • Aggravation des impacts climatiques (érosion côtière, inondations, perte de biodiversité). • Vulnérabilité accrue des villes face au changement climatique. • Réduction possible de l'aide publique au développement et compétition accrue entre ONG. • Dégradation des écosystèmes limitant le potentiel écotouristique • Instabilité sécuritaire régionale. • Pressions socio-économiques internes freinant l'appropriation communautaire. • Hausse de la fiscalité imposée par l'État aux ONG

Vision

Eco-Benin aspire à un monde convivial où chaque individu est renforcé pour son bien-être social à partir de moyens innovants de valorisation du capital naturel et de création de richesses durables.

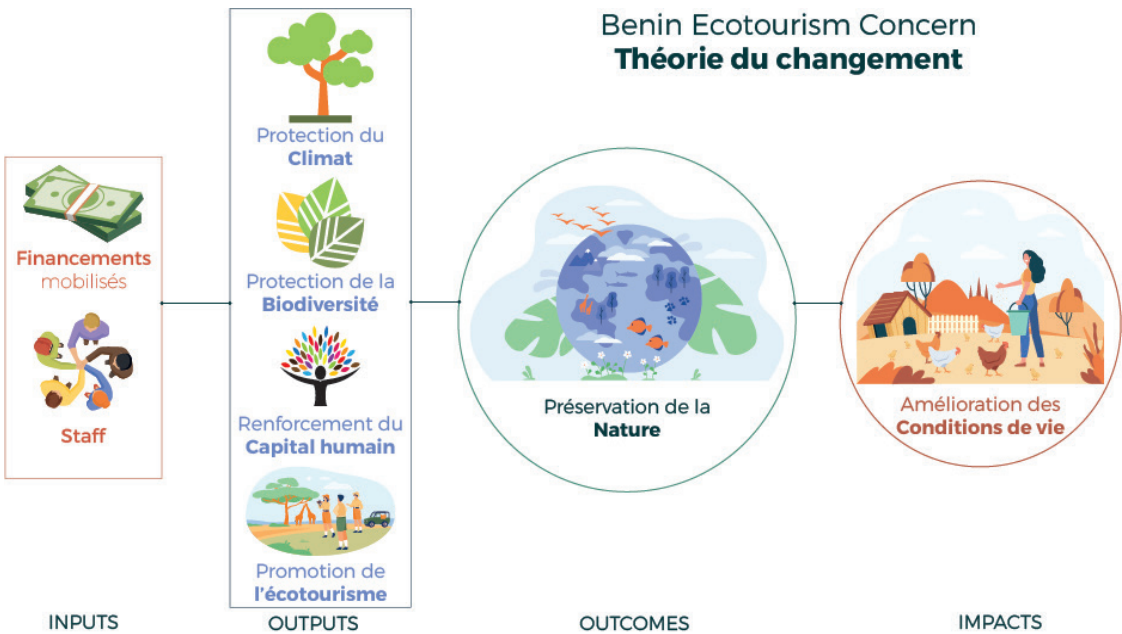


Mission

Promouvoir le développement humain au niveau local et national à travers l'aménagement et la valorisation des ressources naturelles à des fins d'écotourisme et d'écodéveloppement.

Théorie de changement

Si nous valorisons les ressources naturelles à travers l'écotourisme et l'écodéveloppement, ALORS la nature sera préservée et les communautés locales amélioreront leurs conditions de vie PARCE QUE l'écotourisme et l'écodéveloppement favorisent la gestion durable des ressources naturelles qui constituent la base des moyens d'existence durables de la majorité des communautés les plus vulnérables.



Valeurs



Depuis sa création, Eco-Benin s'appuie sur un socle de valeurs fortes qui guident à la fois ses interventions sur le terrain et les relations qui structurent la vie interne de l'organisation. Ces valeurs se traduisent par une éthique collective, un engagement vis-à-vis des communautés, et une responsabilité partagée envers la nature et les générations futures.

L'**écocitoyenneté** constitue la pierre angulaire de cette vision : elle implique une conscience profonde d'appartenir à un territoire et à un environnement qui garantissent notre existence. Elle confère à chaque citoyen des droits, tels que celui de vivre dans un cadre sain, mais aussi des devoirs, notamment celui de protéger et de préserver les ressources communes.

Cet engagement s'inscrit dans le respect du **droit à un développement durable**, qui exige que la satisfaction des besoins présents se fasse sans compromettre ceux des générations futures. Eco-Benin conçoit ce droit comme une exigence d'équité intergénérationnelle et un principe de justice sociale et environnementale.

À ces valeurs s'ajoute la **solidarité**, qui fonde les relations entre individus, communautés et institutions. Elle renforce la cohésion sociale, soutient la résilience collective et permet de répondre ensemble aux défis environnementaux et socio-économiques. La solidarité va de pair avec la **responsabilité**, qui oblige chacun à répondre de ses actions, à assumer les impacts de ses choix et à être garant de la durabilité

des résultats obtenus.

Pour assurer la légitimité et la confiance, Eco-Benin place la **redevabilité** au cœur de ses pratiques. Elle se traduit par le respect strict des engagements légaux et éthiques, mais aussi par l'utilisation responsable du pouvoir et des ressources qui lui sont confiés. La redevabilité est inséparable de l'**engagement**, valeur qui illustre la détermination de l'organisation à promouvoir les droits, à renforcer la qualité de ses services et à améliorer continuellement son impact au bénéfice des communautés et des écosystèmes.

Cet engagement ne saurait exister sans **intégrité**, principe qui impose de travailler avec rigueur, professionnalisme et impartialité, en évitant tout conflit d'intérêts et en fondant les prises de décision sur une analyse objective et éclairée. Enfin, l'intégrité s'accompagne de la **transparence**, qui garantit un accès clair, complet et opportun à l'information, dans le respect de la confidentialité, permettant ainsi aux citoyens, aux partenaires et aux communautés d'exercer un jugement éclairé et d'apprécier la valeur des actions entreprises.

En somme, ces huit valeurs forment un tout indissociable. Elles structurent la culture organisationnelle d'Eco-Benin et constituent les repères sur lesquels l'ONG entend bâtir les prochaines étapes de son développement, au service conjoint de la nature et des communautés.

Piliers du plan stratégique



Résilience

De la gestion durable des écosystèmes à
la résilience climatique des communautés
urbaines et rurales

Dans le cadre de ce pilier, notre STRATÉGIE consiste à bâtir des territoires résilients au changement climatique par la préservation de la biodiversité, la promotion de l'agroécologie et des habitats bioclimatiques.

Le contexte dans lequel s'inscrit ce pilier est marqué par une vulnérabilité croissante du Bénin face aux effets du changement climatique et à la dégradation des ressources naturelles. La biodiversité subit de fortes pressions dues à la déforestation, à la surexploitation des ressources et à l'urbanisation non planifiée. Ces bouleversements fragilisent non seulement les écosystèmes forestiers, côtiers et fluviaux, mais aussi les moyens de subsistance des populations rurales et urbaines. Les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables se retrouvent particulièrement exposés à l'érosion des terres, à l'instabilité des revenus agricoles et aux conflits liés à l'accès aux ressources. Face à ces défis, la construction de territoires résilients, reposant sur la préservation de la biodiversité, la promotion de l'agroécologie et le développement d'habitats bioclimatiques, apparaît comme une réponse incontournable. Cette approche s'aligne pleinement sur les priorités nationales, telles que le Plan National d'Adaptation et les Contributions Déterminées au niveau National, ainsi que sur les engagements internationaux, notamment l'Agenda 2030, l'Accord de Paris et le Cadre Mondial Kunming-Montréal pour la biodiversité.

Ce que nous avons fait jusqu'à présent : Depuis sa création, Eco-Benin a posé des bases solides pour ce pilier. L'organisation a contribué à la création et à la gestion participative de 2 Aires Communautaires de Conservation de la Biodiversité couvrant plus de 10 000 hectares et a restauré plus de 500 hectares de mangroves. Elle a diffusé plus de 22 000 foyers améliorés Wanrou, réduisant ainsi la pression sur les forêts et évitant chaque année l'émission de plus 120 000 tonnes de CO₂ équivalent. Par ailleurs, Eco-Benin a vulgarisé les pratiques agroécologiques auprès

de nombreux producteurs, tout en accompagnant l'adoption progressive de solutions énergétiques durables. Enfin, à travers des campagnes d'éducation et de sensibilisation, les communautés rurales et urbaines ont été progressivement outillées pour adopter des comportements favorables à la préservation de la biodiversité et à l'accroissement de leur résilience face aux effets des changements climatiques.

Le changement : Le changement recherché repose sur la protection active des écosystèmes, l'adoption d'une agriculture durable et intelligente face au climat, l'intégration de solutions fondées sur la nature dans la planification urbaine et la généralisation de l'écoconstruction et des énergies renouvelables. À travers ces actions, Eco-Benin vise non seulement à renforcer la résilience écologique, mais aussi à prévenir les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles en proposant des alternatives économiques viables.

Ce que nous pensons que cela va apporter (résultats attendus) : À court terme, Eco-Benin entend renforcer la sensibilisation, vulgariser les pratiques agroécologiques, lancer des initiatives pilotes d'écoconstruction et d'énergies renouvelables, et amorcer des mécanismes de financement innovants.

Ces actions devront aboutir à des écosystèmes restaurés, une agriculture durable consolidée, des villes adaptées aux chocs climatiques et des filières agroécologiques génératrices de revenus stables.

L'ambition est de bâtir des territoires véritablement résilients où la nature et les communautés prospèrent ensemble grâce à une inclusion sociale et économique accrue.

Actions	Indicateurs
Programme 1 - Préservation et restauration des écosystèmes terrestres et marins	
B1. Renforcement de la conservation, de la restauration écologique et de la gestion adaptative des écosystèmes naturels dans les aires protégées et en dehors des aires protégées	2500 hectares d'écosystèmes restaurés. 2 nouvelles aires protégées mises en place et dotées de plans de gestion. 4 plans d'aménagement et de gestion des aires protégées opérationnalisés.
B2. Développement et promotion de mécanismes de financement innovant durable de la protection de la biodiversité.	2 mécanismes de financement innovant durable de la protection de la biodiversité développés et déployés.
B3. Promotion des pratiques de conservation de la biodiversité au sein des agroécosystèmes.	2000 hectares de terres agricoles intégrant des pratiques de conservation de la biodiversité. 1000 producteurs agricoles appliquant les pratiques de conservation de la biodiversité dans leurs champs.
B4. Développement et déploiement d'un programme d'éducation à la citoyenneté mondiale sur les enjeux de préservation de la biodiversité et de résilience climatique.	5600 jeunes sont éduqués sur les enjeux de préservation de la biodiversité et de la résilience climatique.
Programme 2- Sécurité et stabilité pour la conservation de la biodiversité	
B5. Développement des activités alternatives génératrices de revenus au profit des jeunes.	250 jeunes situés dans les zones de conflits accompagnés pour le développement d'activités alternatives génératrices de revenus.
B6. Promotion des actions de prévention des conflits communautaires dans l'accès aux ressources naturelles.	3 comités locaux de gestion des conflits opérationnels et soutenus.
Programme 3 - Résilience climatique et sécurité alimentaire	
C1. Vulgarisation des pratiques agricoles durables et intelligentes face au climat au profit des producteurs agricoles.	2000 hectares de terres agricoles intégrant des pratiques d'agriculture intelligente face au climat. 1000 producteurs agricoles appliquant les pratiques d'agriculture intelligente face au climat.
C2. Développement des chaînes de valeurs des produits agroécologiques et des produits forestiers non ligneux par la facilitation de l'accès aux financements et aux marchés.	5 chaînes de valeurs accompagnées
C3. Développement de l'entrepreneuriat agricole et vert au profit des jeunes, femmes et groupes vulnérables.	5 entreprises vertes créées / appuyées 1000 jeunes formés à l'entrepreneuriat agricole et vert
Programme 4 - Résilience climatique des habitats et des villes	
C4. Promotion de la renaturation des villes comme solution fondée sur la nature pour accroître leur résilience face à l'augmentation des températures due au changement climatique.	10 quartiers reverdis. 15 000 plants mis en terre et protégés.
C5. Promotion de l'écoconstruction pour des habitats bioclimatiques et écologiques dans les agglomérations urbaines et rurales.	50 bâtiments rénovés/construits suivant les normes bioclimatiques. 2000 ménages sensibilisés à l'écoconstruction
C6. Promotion des énergies renouvelables dans les agglomérations urbaines et rurales pour l'accès à l'électricité et la cuisson.	500 ménages / infrastructures accédant à une énergie renouvelable. 10 000 nouveaux foyers améliorés Wanrou diffusés. 2 alliances développées pour la promotion des énergies renouvelables.

Ecotourisme

Du déploiement d'expertises techniques au développement d'un écotourisme durable

La STRATÉGIE du pilier “écotourisme” consiste à développer un écotourisme inclusif, durable et compétitif au service des communautés locales.

Le Bénin dispose d'un potentiel écotouristique exceptionnel, combinant biodiversité, patrimoine culturel et traditions locales. Cependant, l'écotourisme reste encore insuffisamment valorisé, fragmenté et fragile face aux menaces de dégradation des sites, à l'insécurité dans le nord et à l'absence d'intégration systématique dans les politiques publiques.

Ce que nous avons fait jusqu'à présent : Depuis plus de deux décennies, Eco-Benin a initié et accompagné la mise en place de plus de 30 circuits écotouristiques communautaires dans plusieurs communes, 11 localités contribuant à générer des revenus alternatifs à travers l'accueil de plus de 2000 visiteurs par an, à créer des emplois et à renforcer la gouvernance locale. L'organisation a aussi soutenu la restauration de sites sensibles, l'autonomisation des communautés par la gestion des infrastructures d'accueil, et la mise en place d'initiatives de formation et de sensibilisation sur la valeur de l'écotourisme.

Le changement : Avec ce pilier, Eco-Benin aspire à faire de l'écotourisme une véritable filière économique inclusive et compétitive, qui valorise la diversité naturelle et culturelle du pays tout en renforçant la résilience socio-économique des communautés. Le changement attendu est le passage d'initiatives dispersées vers un modèle structuré, intégré dans les politiques publiques, porté par des acteurs locaux qualifiés encadrés et soutenu par des partenariats stratégiques.

Ce que nous pensons que cela va apporter (résultats attendus) : À court terme, nous prévoyons le développement de nouvelles offres écotouristiques intégrées, la montée en compétences des acteurs locaux et le plaidoyer réussi pour une meilleure intégration de l'écotourisme dans les stratégies nationales et territoriales. À long terme, nous visons des sites écotouristiques attractifs et compétitifs, gérés durablement avec les communautés, générant des revenus stables, renforçant la cohésion sociale et contribuant à la conservation des écosystèmes.

Actions	Indicateurs
Programme 5 – Développement de l'écotourisme	
E1. Développement, gestion et promotion de nouvelles offres écotouristiques diversifiées et intégrées au profit des communautés	4 nouvelles localités ayant bénéficié du développement de circuits écotouristiques
E2. Renforcement des capacités locales pour la professionnalisation des acteurs de la chaîne de valeur écotouristique	40 acteurs locaux formés aux métiers écotouristiques
E3. Conduite de plaidoyers pour la réintégration de l'écotourisme dans les stratégies sectorielles nationales et territoriales	5 réunions/conférences de plaidoyers réussies pour l'intégration de l'écotourisme dans les politiques/stratégies
Programme 6 – Restauration des sites écotouristiques	
E4. Restauration, réhabilitation et promotion des éco-villages	4 éco-villages restaurés et fonctionnels (Tanéka, Koussoucoingou, Adouanko, Possotomè)
E5. Développement de partenariats stratégiques et d'expertises pour le déploiement des offres de services dans l'écotourisme.	2 partenariats signés

Métiers verts

Du renforcement de capacités à des revenus durables.

Dans le cadre de ce pilier, notre STRATÉGIE consiste à donner aux jeunes et aux femmes les moyens d’agir pour un avenir durable.

et développé des programmes d’accompagnement pour l’entrepreneuriat vert.

Le Bénin fait face à une forte pression démographique avec une jeunesse nombreuse, dont une large part peine à trouver des emplois décents dans le secteur formel. Cette situation fragilise la stabilité sociale et accroît la dépendance des communautés vis-à-vis des ressources naturelles. Parallèlement, les femmes et les personnes vulnérables restent souvent marginalisées, alors qu’elles jouent un rôle clé dans les dynamiques environnementales, économiques et sociales locales.

Ce que nous avons fait jusqu’à présent : Eco-Benin a mis en place et consolidé des centres de formation (Nonvignon, Obenkoo, Ferme Nonvignon) qui offrent des formations pratiques dans les métiers liés à la résilience climatique (écotourisme, agroécologie, écoconstruction, hébergement durable). L’organisation a aussi promu l’autonomisation économique des femmes par le biais d’Associations Villageoises d’Épargne et de Crédit (AVEC), appuyé des micro-entreprises locales

Le changement : Ce pilier vise à transformer la jeunesse et les femmes en moteurs d’innovation, de résilience et de durabilité. Il permettra le passage d’une situation de précarité et de marginalisation à un environnement porteur d’opportunités économiques, favorisant l’emploi décent, l’insertion socio-professionnelle, le leadership des femmes et des groupes vulnérables tout en contribuant à la décarbonation de l’économie.

Ce que nous pensons que cela va apporter (résultats attendus) : À court terme, nous attendons une offre élargie et diversifiée de formations pratiques, l’émergence de micro-entreprises vertes portées par les jeunes et les femmes, ainsi que des mécanismes de financement et d’accompagnement adaptés. À long terme, nous visons une économie locale plus verte et inclusive, caractérisée par une jeunesse mieux insérée dans des filières porteuses, des femmes occupant des rôles de leadership socio-économique, et des communautés renforcées dans leur résilience et leur durabilité.

Actions	Indicateurs
Programme 7 - Emploi des jeunes pour la transition vers une économie verte et renforcement du leadership féminin	
H1. Renforcement et diversification de l'offre de formation pratique aux métiers liés à la résilience climatique au profit des jeunes.	500 nouveaux jeunes formés aux métiers liés à la résilience climatique.
H2. Création d'un écosystème favorable au déploiement des métiers verts.	5 réunions/conférences de plaidoyers réussies pour l'intégration des métiers verts dans les politiques/stratégies.
H3. Facilitation de l'insertion professionnelle et de l'entrepreneuriat des jeunes dans les métiers verts par des mécanismes de financement, d'accompagnement et d'investissement d'impact.	2 mécanismes de financement, d'accompagnement et d'investissement d'impact développés et déployés.
H4. Développement du leadership socio-économique des femmes	4000 femmes ayant leur leadership socio-économique développé.

Autonomie

De la gouvernance interne renforcée au rayonnement institutionnel

La STRATÉGIE du pilier “autonomie” consiste à renforcer la crédibilité, la résilience et le rayonnement international d’Eco-Benin.

Le secteur associatif béninois est confronté à des mutations profondes : contraction des financements internationaux, exigence croissante de transparence et de redevabilité, difficulté à fidéliser les talents et à maintenir un haut niveau de professionnalisme. Dans ce contexte, Eco-Benin doit consolider ses acquis institutionnels et se doter de mécanismes robustes pour sécuriser ses ressources, renforcer son rayonnement et accroître son influence, aussi bien au niveau national qu’international.

Ce que nous avons fait jusqu’à présent : Eco-Benin a déjà engagé des démarches de professionnalisation interne à travers des audits réguliers, des outils de suivi-évaluation, des formations internes et des mécanismes de gouvernance participative. L’organisation a également expérimenté des modèles économiques innovants (ex. foyers Wanrou financés par le carbone, écotourisme communautaire) et amorcé l’internationalisation de son action avec la création récente d’Eco-Benin International en France,

offrant de nouvelles perspectives de mobilisation de financements et de rayonnement.

Le changement : Avec ce pilier, Eco-Benin aspire à devenir une organisation plus autonome, crédible et reconnue au-delà des frontières nationales. Le changement attendu réside dans le passage d’une dépendance relative aux financements traditionnels vers un modèle diversifié, durable et générateur de revenus, tout en consolidant un capital humain engagé et compétent.

Ce que nous pensons que cela va apporter (résultats attendus) : À court terme, ce pilier permettra de renforcer les compétences du personnel, d’améliorer la gouvernance interne et de déployer progressivement le nouveau modèle socio-économique. À long terme, Eco-Benin se positionnera comme une organisation résiliente, dotée de ressources financières stables, reconnue pour sa transparence et son expertise, et influente dans les réseaux régionaux et internationaux liés à la biodiversité, au climat, à l’écotourisme et au développement durable.

Actions	Indicateurs
Programme 8 - Durabilité institutionnelle et financière	
I1. Accroître l’ancrage et le rayonnement institutionnel d’Eco-Benin	12 partenariats institutionnels actifs et productifs noués. Eco-Benin International est opérationnel.
I2. Développement des compétences et du sentiment d’appartenance du personnel d’Eco-Benin.	Score de satisfaction du personnel (Score : 0 à 10) de 8.
I3. Mise en œuvre et consolidation du nouveau modèle socio-économique d’Eco-Benin pour la diversification et la sécurisation des sources de financement.	8 sources de financement des actions stratégiques d’Eco-Benin actives. Au moins 80% du budget du plan stratégique mobilisé.
I4. Renforcement de la gouvernance et de la crédibilité institutionnelle d’Eco-Benin.	1 audit financier et organisationnel annuel réalisé. 1 évaluation annuelle du taux de réalisation du plan stratégique.

Cadre de mise en oeuvre



Principes



La réussite du plan stratégique d'Eco-Benin repose sur un dispositif de mise en œuvre solide et crédible, articulé autour de trois piliers : la mobilisation de données probantes, la traçabilité et la transparence des impacts, et une communication proactive et stratégique des résultats.

Fondement des interventions sur les données probantes

Toutes les actions stratégiques seront planifiées et exécutées à partir d'analyses scientifiques rigoureuses, de diagnostics participatifs et de données probantes issues de nos zones d'intervention. Cela implique la mise en place de partenariats de recherche avec les universités et centres de recherche, la collecte systématique de données de terrain, ainsi que le développement d'outils de suivi-évaluation permettant d'orienter les choix stratégiques. Cette approche garantira que les interventions d'Eco-Benin restent pertinentes, adaptées aux besoins réels des communautés et alignées avec les cadres nationaux et internationaux.

Traçabilité et transparence des impacts

Eco-Benin s'engage à assurer une gestion transparente et rigoureuse des ressources financières et humaines mobilisées. Cela passera par des audits internes et externes réguliers, une capitalisation structurée des expériences et la mise à disposition d'outils de suivi-évaluation clairs et accessibles. Chaque résultat produit fera l'objet d'un rapportage régulier, assurant la traçabilité des impacts et la crédibilité vis-à-vis des bénéficiaires, des partenaires techniques et financiers et du grand public.

Communication stratégique et diffusion des résultats

La communication constituera un levier central du plan stratégique. Les résultats des interventions seront diffusés de manière proactive et adaptée à chaque cible : bénéficiaires, partenaires, décideurs politiques et grand public. Le département communication renforcé jouera un rôle moteur pour projeter l'image d'Eco-Benin comme une organisation crédible, légitime et influente, capable de traduire ses actions concrètes en messages clairs et mobilisateurs. Cette visibilité contribuera à renforcer la légitimité de l'organisation et à ouvrir de nouvelles opportunités de financement et de partenariats.

De l'expérience et de l'observation des dynamiques associatives, plusieurs leçons guideront la mise en œuvre du plan stratégique :

Être légitime : une ONG ne rayonne que si elle reste enracinée dans la réalité des communautés qu'elle accompagne et des problématiques qu'elle prétend résoudre. L'implication de proximité et la co-construction avec les bénéficiaires constituent le socle de cette légitimité.

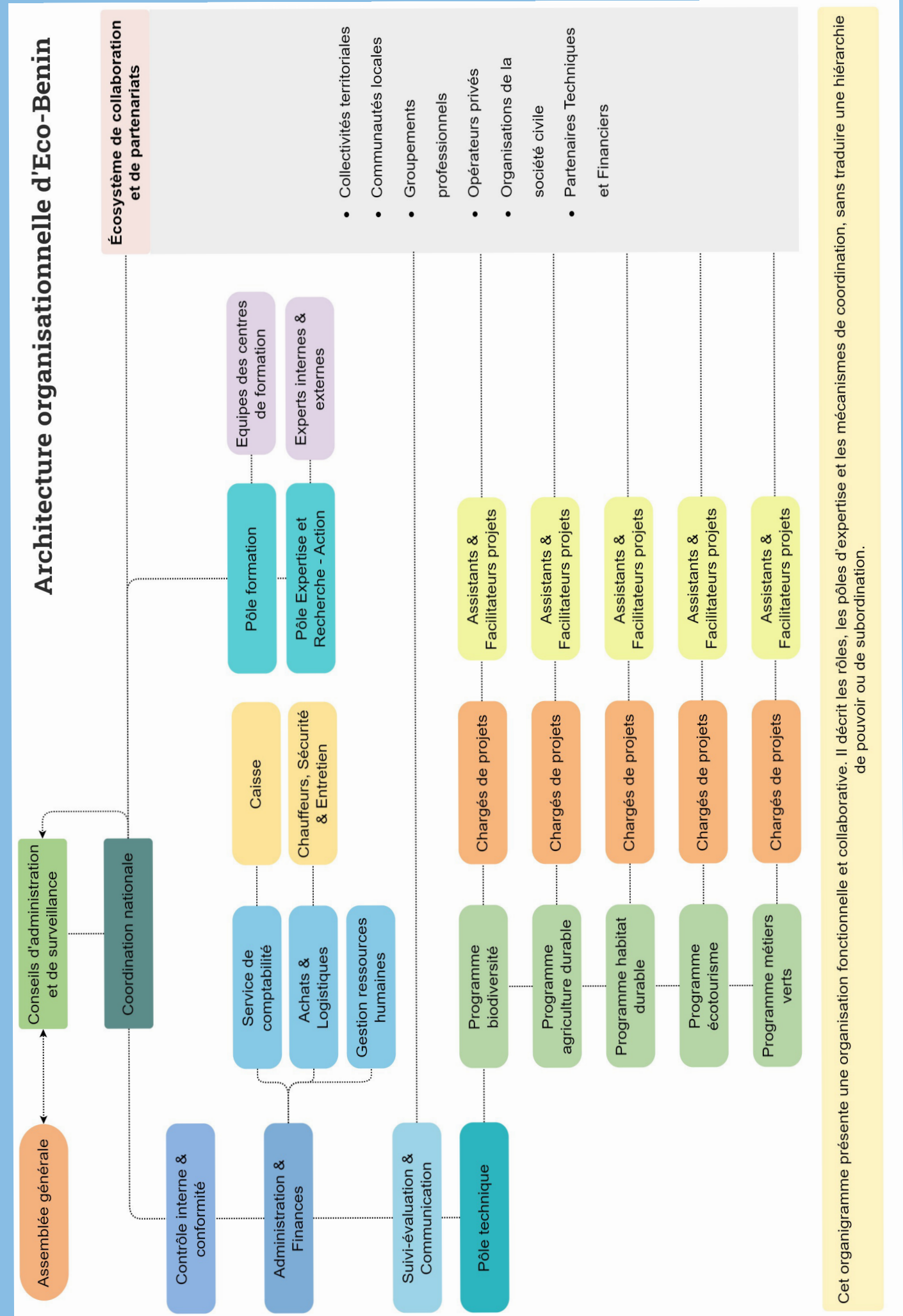
Être représentative : les financements ne sont pas une fin en soi, mais le reflet de la confiance que les partenaires placent dans la cohérence entre l'action menée et l'image projetée. Pour Eco-Benin, cela implique de renforcer ses mécanismes de redevabilité, de maintenir une information transparente et de consolider sa stratégie de fundraising.

Être indépendante et reconnue : l'indépendance organisationnelle et la solidité financière sont essentielles pour garantir la liberté d'action. Le département communication, en projetant une image fidèle et valorisante de l'association, jouera un rôle central dans le renforcement de la crédibilité et de l'ancrage d'Eco-Benin dans les sphères nationales et internationales.

An aerial photograph showing a vast tropical landscape. A wide, muddy-brown river winds through the center of the image, surrounded by dense green forest. In the foreground, a large, irregularly shaped area is flooded with brown water, partially obscuring the forest and some cleared land. The background shows a flat expanse of forest extending to the horizon under a bright, cloudy sky.

La mise en œuvre du pilier “Écotourisme” nécessitera

Enfin, le pilier “Autonomie” impliquera la mobilisation d’un budget de 942 milles €, porté par le Programme 8 : Durabilité institutionnelle et financière.



REJOIGNEZ-NOUS!

JE FAIS UN DON

NOTRE EXPERTISE À VOTRE SERVICE

Vous êtes une entreprise, un organisme public ou multilatéral, une fondation et vous voulez développer et implémenter des projets écologiques durables.

Faites-nous appel!

VOS DONS FONT LA DIFFÉRENCE

Vous êtes en Europe, Amérique du Nord ou en Asie, soutenez-nous par des dons déductibles d'impôts grâce à European Friends Fund of Eco-Benin.

www.ecobenin.org



Benin Ecotourism Concern

Zogbadjè, Rue Fin Clôture UAC, Calavi, Bénin
03 BP 1667 Jéricho, Bénin

Tél. : +229 01 95 28 52 20

Email : contact@ecobenin.org

www.ecobenin.org

